

ANTIRESSE

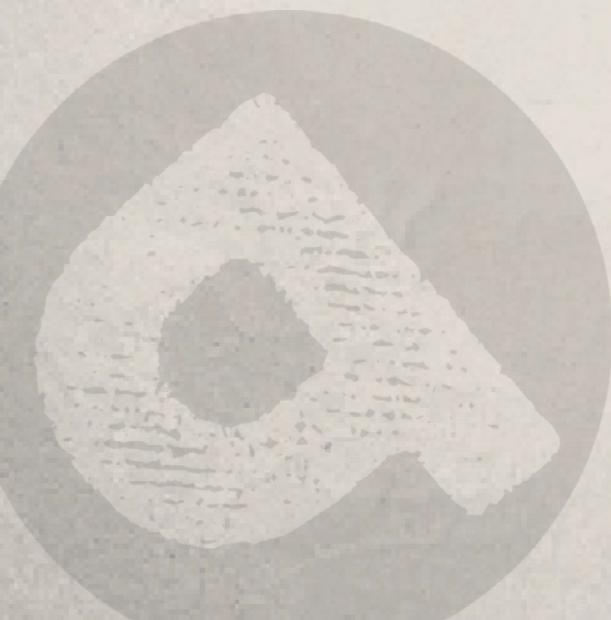
Observe • Analyse • Intervient

**Opération Z,
la fracture des mondes**

La question minoritaire

Crypto

**Sanctions
& contre-sanctions**



N° 326 | 27.2.2021



LE BRUIT DU TEMPS par Slobodan Despot

Opération «Z», ou la fracture des mondes

LE 24 FÉVRIER 2022 RESTERA UNE DATE CLEF, PEUT-ÊTRE LA PLUS IMPORTANTE DEPUIS LA FIN DE LA II^E GUERRE MONDIALE. L'INTERVENTION RUSSE EN UKRAÏNE A SIDÉRÉ LE MONDE, ET POURTANT ON NE PEUT PAS DIRE QU'ELLE SOIT INATTENDUE. D'UN CERTAIN CÔTÉ, ELLE N'ÉTAIT PAS SEULEMENT ANNONCÉE, MAIS POUR AINSI DIRE INÉVITABLE. IL EST TROP TÔT POUR PORTER UN JUGEMENT VALABLE SUR LES ÉVÉNEMENTS, MAIS IL EST UTILE ET MÊME ESSENTIEL DE NOTER POUR L'HISTOIRE L'ENGRENAGE QUI Y A CONDUIT ET LES CIRCONSTANCES QUI LES ENTOURENT.

J'ai moi-même été surpris dans mes attentes par l'attaque du 24 février. J'étais convaincu que la Russie, après avoir reconnu les républiques de Donetsk et Lougansk, s'arrêterait à une opération de type «Ossétie du Sud» (août 2008), mais j'avais perdu de vue que cette opération ne s'était pas limitée à dégager les Géorgiens de la zone prorusse. On avait également — comme aujourd'hui — lancé une opération éclair pour détruire tout le potentiel militaire géorgien. La différence de magnitude entre la Géorgie et

l'Ukraine me paraissait insurmontable. Telle n'était pas l'idée de Poutine et Choïgou.

Plutôt que d'essayer de trier dans les nuées de la propagande et de la désinformation, je préfère cette semaine consigner quelques notes sur les événements précédant la crise. Ces moments-là sont souvent occultés par l'impact des événements qui les suivent et prioritairement déformés par l'inévitable réécriture de l'histoire au profit des vainqueurs, quels qu'ils soient.

L'action de la Russie est accueil-

lie par un torrent de récriminations dans le monde occidental, qui s'est recomposé une stature de «communauté internationale» et de conscience universelle. C'est normal. Il y a beaucoup à redire sur la politique extérieure et intérieure de la Russie. Mais les reproches, comme les louanges, n'ont aucun poids si l'on ne s'efforce pas d'abord de comprendre comment et pourquoi on en est arrivé à la phase militaire. Il ne s'agit jamais, surtout de la part des Russes, d'un acte arbitraire et gratuit, mais d'un enchaînement de

causes et de conséquences qu'il est possible, et nécessaire, de décrire.

Dans des moments émotionnellement chargés comme ceux-ci, on confond volontiers la compréhension avec l'approbation. J'assume le risque d'une tentative de compréhension du point de vue russe, me fiant au jugement de mes lecteurs. Dans le raz-de-marée de russophobie délirante que l'on observe ces jours autour de nous, le but de cette réflexion n'est pas de convertir ou convaincre qui que ce soit, mais de laisser une trace de ces temps.

1) LE TÉLÉPHONE ROUGE SONNAIT DANS LE VIDE

LA TOQUE ANGLAISE

Le 10 février 2022, la ministre britannique des Affaires étrangères, Liz Truss, a débarqué à Moscou pour «négocier» avec Sergueï Lavrov. A vrai dire, de négociations ou de pourparlers, il n'y en a point eu. Pas même de dialogue à proprement parler. Au terme de sa visite, le très impassible ministre russe était visiblement excédé. «Nous voulons écouter mais nous n'entendons rien. Nos explications détaillées sont tombées sur un terrain non préparé», résumait-il. Il avait l'impression d'avoir parlé à «une personne sourde». Mme Truss, comme les reportages l'attestent, n'était pas venue pour entendre le point de vue des Russes sur l'Ukraine ou leurs rapports avec l'OTAN. Elle était venue leur faire la morale et dicter ce qu'ils avaient à faire. Le reste du temps, elle a posé. Tout le monde avait remarqué sa

toque de fourrure, semblable à celle que portait Mme Thatcher lors de sa fameuse visite en URSS. Mais on avait aussi noté que le temps à Moscou ces jours-là était trop clément pour une telle coiffure et que la dame était un tantinet... ridicule. Mme Truss n'était pas de cet avis. Elle s'est abondamment fait photographier sur la place rouge. La presse londonienne elle-même trouve cette passion du selfie un peu irritante. Plus de 700 clichés ajoutés au compte Flickr du gouvernement depuis sa prise de fonctions, cela fait une moyenne de «plus de quatre et demi par jour, soit environ une photographie pour cinq heures de travail». C'est que Liz Truss est avant tout préoccupée... par son image. L'allusion vestimentaire à la Dame de Fer n'est pas un hasard. Sous la toque, Liz Truss cache aussi des

idées fortes. «Je suis probablement l'un des plus idéologues parmi mes collègues, c'est ce qui me motive», a-t-elle déclaré dans une interview. De toute évidence, la volonté de comprendre la réalité présente n'entrait pas dans ses motivations.

Avec un tel emploi du temps et de telles priorités, où trouverait-elle le temps de lire ses dossiers? Voire même d'ouvrir une carte pour savoir dans quel pays elle se trouve. Le facétieux M. Lavrov a pu s'en assurer au cours de leur discussion. La ministre de Sa Majesté refusant catégoriquement d'entrer en matière sur la reconnaissance du Donbass, Lavrov lui a ironiquement demandé si la Grande-Bretagne reconnaissait la souveraineté de la Russie sur Rostov et Voronège. Truss a rétorqué: «Le Royaume-Uni ne reconnaîtra jamais la souveraineté de la Russie sur ces régions». Elle croyait sans doute que ces deux villes russes se trouvaient en Ukraine. Ne pouvant pas nier la bourde, les Britanniques ont tenté d'en amortir le ridicule en prétendant que Truss avait «mal entendu la question»...

Lorsqu'on négocie dans un climat de guerre, la moindre des choses serait de se faire répéter les questions qu'on n'a pas bien entendues. Mais Liz Truss n'en avait rien à battre. Ni de la question des Russes, ni de la guerre, ni de rien. L'important, c'était de se faire photographier en toque sur la place Rouge. Or Liz Truss est en charge des affaires étrangères de l'État le plus furieusement antirusse de toute la planète.

La haine croît en proportion de l'ignorance, pourrait-on conclure. Sauf qu'il ne s'agit pas ici de simple ignorance ou d'impréparation. Il s'agit d'une forme très particulière de détachement (*aloofness*), que les Cipayes ou les Rhodésiens ont bien connue au temps de l'Empire. C'est cette distance absolue entre les colons et les colonisés qui marque «une division absolue des intérêts, tellement grande que ceux-ci ne pouvaient même plus entrer en conflit»(1). La toque en question ne se serait jamais permis un tel degré de désinvolture en allant rencontrer son homologue français ou allemand, même si dans le cas présent ils comptent infiniment moins. Car ils sont du même monde. Un monde dont Sergueï Lavrov, si cultivé, si polyglotte, si compétent qu'il soit, ne fera jamais partie.

LE CAQUETAGE FRANÇAIS

Trois jours plus tôt, c'était le président Macron® qui arrivait en Russie et repartait après avoir fait «reculer les chars russes» (selon ses partisans) au terme d'un fameux entretien avec Poutine autour d'une table de quatre mètres de long. Macron® venait demander à Poutine de «donner une chance» à la France de jouer les pacificateurs dans la crise ukrainienne. Le caractère pré-lectorat de la virée n'avait échappé à personne et les Russes ne lui avaient pas accordé plus de crédit que tant. Ils tenaient la parole des Français pour du vent depuis la vente annuelle des porte-hélicoptères Mistral, et

ils ont eu raison. A la veille de l'opération militaire, la France, via son ministre Le Drian et dans le sillage de l'administration US, déclinait le rôle d'«intermédiaire» qu'elle avait promis d'assumer. Entretemps, comme auparavant, toutes sortes de sous-fifres du gouvernement français avaient brandi toutes sortes de menaces, hors toute opportunité et à l'écart de toute éducation. Le 24 février, Macron® s'adressait solennellement aux Français devant un drapeau ukrainien en signe de solidarité, puis se dépêchait de solliciter, encore, un entretien téléphonique avec Poutine. Sur quoi Le Drian rappelait — comme si on ne le savait pas — que la France est «aussi» une puissance nucléaire. Bref, une cacophonie de messages et de contre-messages, de courbettes et de rodomontades. La quintessence, en somme, de cette rhétorique du «en même temps» qui achève de schizophréniser la société française. Mais qui pour les Russes n'est que du bruit blanc.

LA MORALE ALLEMANDE

Le 15 février, Poutine tenait une conférence de presse commune à Moscou avec le chancelier Scholz. On est frappé par le contraste entre la précision du Russe et l'inconsistance de l'Allemand. Certes, Scholz est à peine installé et l'on peut comprendre son inexpérience. Mais au sortir de cette rencontre, il a reproché à Poutine d'avoir utilisé le terme de «génocide» pour parler du sort des populations russophones

du Donbass. S'attirant aussitôt une réplique furieuse du gouvernement russe: «Il n'appartient pas aux dirigeants allemands de plaisanter sur le génocide». Il est vrai que le discours russe sur les souffrances du Donbass confine souvent au pathos. Mais le reproche de Scholz était doublement mal venu. Non seulement en raison de la mémoire historique, mais également du fait que son pays est garant des accords de Minsk de 2015 que ses «protégés» de Kiev n'ont jamais songé à appliquer. En huit ans, le pilonnage incessant des zones civiles du Donbass par l'armée ukrainienne n'a peut-être pas mérité le nom de «génocide», mais l'indifférence absolue, hermétique et totale dont le recouvrait le système politico-médiatique occidental équivalait à un encouragement. Et le déni venant du chancelier allemand était plus que mal venu. Quelques jours plus tard, le 22 février, il suspendait la certification du gazoduc Nord Stream 2, qui était de toute façon bloquée. Mais sa rigueur morale n'allait pas jusqu'à fermer Nord Stream 1, le premier conduit. L'industrie et les ménages allemands en ont trop besoin. Morale de boutiquier et symptôme de la double allégeance des dirigeants européens, entre leur intérêt national et les exigences de leurs maîtres américains. Signe, aussi, que derrière les gesticulations, les flux commerciaux ne s'interrompent jamais, fût-ce avec le Diable.

Le conflit au Donbass a fait plus de 13'000 victimes selon les chiffres plutôt prudents de l'OSCE. Le traité

signé à Minsk entre Kiev et les séparatistes était la seule voie pacifique pour mettre fin à ce bain de sang et établir une coexistence *possible* entre les Ukrainiens et leur minorité russe-ophone. En premier lieu, Kiev devait accorder une autonomie constitutionnelle à ces régions, ce qu'elle n'a jamais fait. Il n'est pas contestable que la Russie a constamment attiré l'attention sur la non application de ces accords par Kiev, mais *également* sur la complaisance à cet égard des garants occidentaux, qui ne se sont souvenus de ces accords que lorsque la Russie elle-même, de guerre lasse, y a renoncé ces derniers jours! Pour les médias occidentaux, la dénonciation du non-respect de Minsk n'était qu'une «rhétorique» des séparatistes et de leur allié russe. Rappeler aux garants occidentaux *leur part de responsabilité* ne leur est jamais venu à l'esprit.

LA GÉOSTRATÉGIE AMÉRICAINE

Au chapitre des frivolités occidentales, il serait dommage que l'histoire ne retienne pas encore ces deux somptueux tableaux. D'une part, la leçon de géographie de Nancy Pelosi, la diva démocrate et présidente de la Chambre des Représentants US. Retour d'Europe, Nancy nous explique avec des gesticulations dramatiques comment la Hongrie est encerclée par la Russie, la Biélorussie et... la Crimée! La vice-présidente Kamala Harris devrait peut-être lui expliquer quel pays est en guerre, et où. Si elle ne le sait pas elle-même, elle trouvera bien quelque part un

post-it préparé pour le président Biden. Ou pas. A propos, Biden, qu'en pense-t-il? Pense-t-il? Sait-il à quoi sert cette petite valise dont il a la clef?

LA HAUTEUR DE VUE BRUXELLOISE

Et puis, cet élégant tweet de Josep Borrell que son auteur a retiré, mais pas assez vite. Annonçant les sanctions décidées à l'encontre des «oligarques» russes et des députés de la Douma qui ont voté la reconnaissance des républiques du Donbass, le chef de la diplomatie européenne (!) avait tweeté: «Plus de shopping à Milan, plus de parties à St-Tropez, plus de diamants à Anvers». Trois lignes qui disent tout de l'idée que le diplomate en chef de l'UE se fait de l'adversaire, mais aussi de sa propre échelle de valeurs...

Les relations de la Russie avec l'Occident ont toujours été difficiles. Cependant, jusqu'au début des années 2000, l'Occident était gouverné par des fripouilles plutôt compétentes et capables — les Thatcher, Mitterrand, Kohl, Bush père ou Cheney. Lorsqu'on soulevait le téléphone rouge, il y avait quelqu'un au bout du fil. Désormais, la ligne de toute évidence sonne dans le vide. Ces gens ne retrouvent un semblant de consistance que lorsqu'ils se reforment en volière pour condamner la Russie. Individuellement, ce sont de désolantes nullités.

«*Weak men create hard times*», observait un auteur anglo-saxon. La faiblesse des hommes engendre la dureté des temps. On ne pouvait mieux le dire.

2) KOSOVO, LE PRÉCÉDENT INNOMMABLE

C'est, bien entendu, l'éléphant dans la pièce qu'on contourne à pas de loup et qu'il est interdit de nommer. Le 23 février, l'avocat et conseiller national UDC Yves Nidegger débattait à la radio suisse avec le socialiste Sommaruga au sujet de l'Ukraine. Il est immédiatement remonté à la source.

«Je vous rappelle qu'en 2008, [le président de la Confédération] M. Couchepin a reconnu le Kosovo qui est une province serbe... — C'est un autre débat!» le coupe immédiatement l'animateur comme le font tous les journalistes du monde occidental lorsqu'on prononce ce mot clef. «Tout à fait autre chose, oui», enchérit Sommaruga pour bien verrouiller le couvercle de la boîte de Pandore. Un autre aurait été intimidé. Mais Nidegger, très posément, enfonce le clou: > «Ce n'est pas un autre débat... C'est le débat. Après avoir — ce qui d'après moi est une erreur — reconnu l'indépendance d'une province d'un autre État, donc porté atteinte à l'intégrité d'un autre État — il faut voir les choses en face, quel que soit le contexte moral dans lequel vous emballez tout ça —, il est difficile aujourd'hui de dire à M. Poutine que ce n'est pas bien de reconnaître le Donbass... Si la Suisse avait été plus rigoureuse, nous serions en meilleure position et en meilleure crédibilité pour agir.»

Tout est dit dans ces quelques phrases. Depuis que le pays le plus *diplomatiquement correct* a reconnu

le produit d'une expropriation forcée d'un État souverain, l'Occident tout entier s'est privé de tout fondement moral pour juger les actes de la Russie. Comme il ne peut pas s'empêcher de juger quand même, il doit absolument imposer l'amnésie sur cet épisode. De fait, l'amnésie est totale. Les médias répètent en boucle que l'invasion de l'Ukraine est «le plus grave acte de guerre en Europe depuis 1945» comme si 1999 n'avait jamais existé.

En termes d'engagement militaire, le bombardement totalement illégal de la Serbie en 1999 dépasse de loin l'intervention russe en Ukraine: des dizaines de milliers (!) de sorties aériennes, toute l'infrastructure civile d'un pays visée et détruite, quelques milliers de morts civils pour une centaine de militaires et une dizaine de blindés détruits. De fait, pour limiter les risques, l'OTAN s'en était délibérément prise aux civils. Les destructions massives ont abouti à un accord de cessez-le feu, puis à une résolution de l'ONU (n° 1244) qui reconnaissaient la souveraineté de la Serbie sur le Kosovo. N'importe: les pays d'Occident ont violé même ces accords — et la Suisse parmi les premiers — en reconnaissant l'indépendance de la province.

On ne pouvait démolir l'édifice du droit international de manière plus complète. Sur le moment même, en 2008, Poutine l'avait annoncé: «Le Kosovo vous reviendra à la figure».

Le monde entier le comprend et s'en souvient, mais l'Occident s'en ferme dans son oubli. Lorsqu'on lui rappelle cet événement fondateur de la réorganisation du monde, il rétorque par l'inversion accusatoire: «Vous ne pouvez pas justifier l'agres-

sion de l'Ukraine en invoquant le Kosovo!». Afin ne pas entendre la phrase à l'endroit: «Vous, Occidentaux, n'êtes plus en position de critiquer qui que ce soit après votre banditisme au Kosovo».

3) UNE LONGUE AMERTUME

«Quand on comprime un ressort jusqu'à la butée, il finit par se déployer violemment. Il convient de ne jamais l'oublier.» (Vladimir Poutine, 18 mars 2014.)

On pensera ce qu'on veut de Poutine, mais chacun admettra qu'il est à la hauteur, au moins, des hommes d'État de la génération précédente en Occident, voire de ceux du XIXe siècle. Et surtout que son action s'inscrit dans une dimension devenue totalement étrangère à la vision du monde occidentale: la profondeur de l'histoire. Le survol historique du 21 février par lequel il a motivé la reconnaissance du Donbass, puis l'allocution du 24 à l'aube (version texte ici) où il annonce l'intervention en Ukraine, seront attentivement étudiés demain. On peut contester leur orientation, mais ni la cohérence, ni la culture historique, ni la détermination morale dont ils témoignent. On ne peut non plus contester la trahison et l'escroquerie qui y sont dénoncées. Pendant trente ans, les Occidentaux ont traité comme une pure invention la promesse faite à Gorbatchev en 1990 que l'OTAN ne s'étendrait «pas d'un pouce» vers l'Est après le retrait des

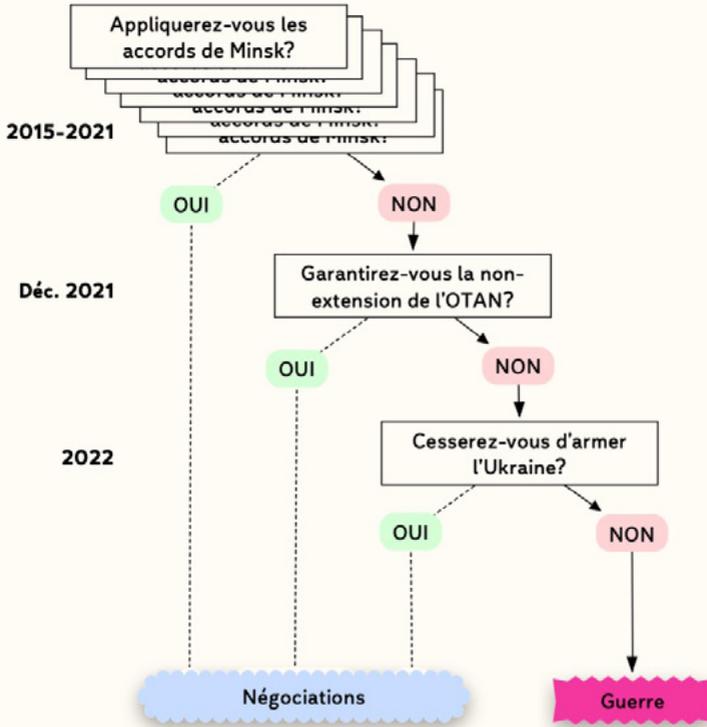
armées soviétiques. Or des archives viennent d'émerger qui prouvent la bonne foi des Russes sur ce cas précis.

J'ai écouté en direct l'allocution du 21 février au soir. Plus encore que le contenu, c'était le ton qui m'a frappé, le ton d'une colère retenue à grande peine. Je n'avais pas compris, malgré cela, que les mots de Poutine étaient à prendre au pied de la lettre lorsqu'il promettait aux Ukrainiens soi-disant «anticommunistes» de pousser leur «décommunisation» jusqu'au bout en revenant sur les frontières généreusement accordées à ce pays par Lénine. Ou qu'il annonçait sa volonté d'aller chercher les leaders nazis et les auteurs de crimes contre les civils, notamment les dizaines de manifestants brûlés vifs en 2014 à Odessa.

L'alignement des actes sur les mots nous est devenu tellement étranger que nous sommes sidérés de découvrir que certains le pratiquent encore, pour le meilleur ou pour le pire.

Dénazification, démilitarisation, neutralisation de l'Ukraine et châtiement des coupables: tels sont les buts annoncés de l'opération en cours,

Russie-OTAN, un dialogue de sourds,
ou l'engrenage vers le jour «Z»



qui se veut de courte durée. Dans les propos de Poutine, comme dans les communiqués officiels qui ont suivi, la *dénazification* occupe la première place. La lutte contre le nazisme est certes un pilier de la propagande nationale depuis les temps soviétiques, mais l'indifférence — la *surdité*, encore — de l'Occident face à ce problème est inconcevable. Le grand avocat Régis de Castelnau fait la même observation:

«Il est surprenant que personne

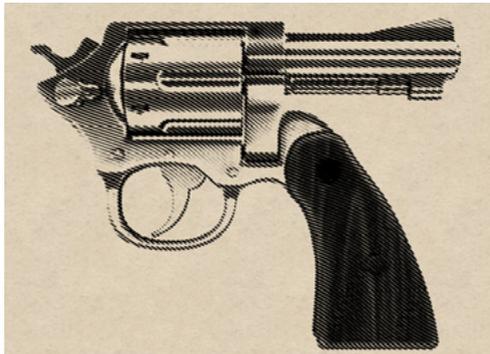
n'ait relevé ce qu'a dit Vladimir Poutine dans son discours du 21 février à propos du massacre de la maison des syndicats: "nous savons qui ils sont, nous connaissons leurs noms, nous les prendrons et nous les punirons". La complaisance occidentale avec l'incontestable présence active en Ukraine d'un fort courant néonazi héritier de ceux qui furent les collaborateurs de la Shoah, était quelque chose de scandaleux.»

Le réveil du nazisme en Ukraine est ignoré en bloc par l'Occident,

comme il l'a été en Croatie dans les années 1990. On traite cela comme un phénomène marginal, sans impact sur la politique du pays, ou comme un alibi de la propagande russe (ou serbe). Que cette idéologie «marginale» ait imprégné toutes les structures d'un État aujourd'hui membre de l'UE pour aboutir au nettoyage ethnique intégral de la Krajina en 1995 — parachevant le travail entrepris sous Hitler en 1941 —, personne ne veut le voir. En Ukraine, elle incarne sans aucun filtre la «résistance du peuple ukrainien» dans les médias occidentaux, même dans les canaux les moins russophobes. Ainsi peut-on voir un leader du mouvement extrémiste Secteur Droit interviewé par Fox News au titre de brave «militant ukrainien» alors qu'il est accusé de meurtre de civils dans le massacre d'Odessa en 2014. De tels exemples sont légion. Des néonazis sont militairement formés à l'ouest. Le fil twitter d'Eduard Dolinsky, directeur du Comité juif ukrainien, est une chronique du nazisme et de l'antisémitisme «tels qu'on les respire» au quotidien en Ukraine. Rien n'y fait.

Comme l'a observé Xavier Moreau, le nazisme qui fleurit dans l'Europe slave est un nazisme «de transition»: incapable de prendre le pouvoir ou de gouverner seul, mais pratique et opérationnel comme l'outil jetable d'une transformation radicale de la société en fonction de la «nouvelle normalité» ultralibérale. «Ce sont peut-être des nazis, mais ce sont nos nazis», résume Sohrab Ahmari.

Il y aura encore beaucoup à dire sur ce phénomène et sur les autres *angles morts* de la vision égocentrique des Occidentaux. La trame, une fois de plus, se répète: voici des années que des États et des peuples avertissent l'Occident qu'il fricote avec l'inacceptable, mais il s'en contrebalance avec cette inimitable désinvolture (*aloofness*) des administrateurs coloniaux. Le réveil du nazisme, en particulier, est une alarme stridente à l'oreille de ceux qui ont sacrifié 26 millions de vies pour le combattre. Ceux qui ne l'ont affronté que par-delà les mers, ou en position de sujets-collabos, ne l'entendent certainement pas de la même oreille.



4) NOTRE AVENIR EST UNE TRAGICOMÉDIE

On ne peut qu'éprouver de la compassion pour le président ukrainien Volodymyr Zelenski. Il avait été triomphalement élu en 2019, avec un gros apport de voix russes et prorusses, sur la promesse de faire la paix en Ukraine. Il n'en a rien fait. Son mandat s'achève dans la guerre, mais il n'a rien fait ou *rien pu faire* pour éviter cette escalade. Dans les derniers jours précédant l'attaque, il a voulu démentir les rumeurs de conflit, émettant tous les signaux d'un homme pris en otage. C'est alors seulement, peut-être, qu'il s'est pleinement rendu compte de son statut de marionnette.

Pendant ce temps, en particulier depuis le discours belliqueux du ministre britannique de la Défense, Ben Wallace, le 15 janvier, un pont aérien établi avec des bases occidentales lui délivrait en continu des équipements militaires sans utilité véritable, mais qui ne faisaient qu'accentuer la pression. Les soldats russes, dans leur avancée, découvrent et exhibent des missiles antichar Javelin et autres cadeaux de l'OTAN même pas déballés. Cette avalanche d'armements n'avait nullement pour but de protéger l'Ukraine, mais bien au contraire de provoquer une intervention russe. Les mots maladroits — prononcés peut-être sous narcotiques — de Zelenski à la conférence de Munich, le 19 février, au sujet d'une option nucléaire pour l'Ukraine ont scellé son sort. Poutine y a directement fait

allusion le 21 février. Dans une rixe, celui qui menace de sortir son pistolet quand il n'a qu'un canif en poche est sûr de mal finir. Une fois l'opération «Z» déclenchée, il n'a pu que mesurer l'étendue de la solitude. Les alliés qui le gavaient d'armes et de harangues n'étaient plus là. «Où êtes-vous, les amis? Qui est avec nous? Je ne vois personne! Tout le monde a peur»: il ne restait à Zelenski qu'à entamer la plainte des Nguyen Van Thieu, des Noriega, des Pahlavi et de tous les alliés jetables de l'Occident.

Le destin de ce comique talentueux finissant tragédien malgré lui est une pièce posthume de Shakespeare matinée de Kusturica. Dans un sketch de 2017, il imitait son collègue géorgien Saakachvili — avant de nommer l'ex-président géorgien défait par les Russes «conseiller pour les réformes» en Ukraine — et de finir, comme lui, seul face à l'ours, les yeux exorbités de peur et de cocaïne. Zelenski est un symbole. Il nous fait réfléchir aux pièges de l'ego et du dédoublement artistique. A nos illusions sur la marche du monde. Aux circonstances et aux moments où la frivolité n'a aucune place, et que nous peinons de plus en plus à discerner.

D'autres que lui imploreront bientôt: «Où êtes-vous, les amis?» En coupant les ponts avec la Russie, l'Europe se prive d'une source d'énergie actuellement irremplaçable. Va-t-elle gretlotter, affronter son handicap avec courage ou reve-

nir au robinet en rampant? Mais il ne s'agit pas seulement de gaz. Il s'agit aussi d'un horizon culturel, spirituel et humain qu'on barre de nouveau et pour de longues années d'un rideau de fer.

Nous aurons lâchement abandonné l'Ukraine après l'avoir poussée dans le dos. Nous resterons à mariner dans notre abjection entre deux mépris: celui des maîtres anglosaxons et celui des alliés répudiés de l'Est, ukrainiens ou russes. Nous continuerons de fantasmer sur des principes que nous passons notre temps à bafouer, de tourner en dérision ce qui fait l'épine dorsale d'une vie et de vénérer des foutaises. En guise de récompense, nous serons immergés dans le lavage de cerveau massif de l'idéologie *woke*, de la *cancel culture* et du délire transhumaniste. Toute allusion à une conception *traditionnelle* de l'homme, de la morale ou de la famille vous vaudra l'accusation de sympathies prorusses. Toute référence à la Russie, à sa vision du monde, à ses valeurs, sera interdite.

Par extension, nous poursuivrons notre inexorable provincialisation dans l'ombre d'une Amérique malade cependant que les Russes avec les Chinois construiront la forteresse du bloc eurasiatique. Nous nous consolerons de nos pénuries avec des pronostics d'apocalypse

climatique pendant que le gaz de Sibérie sera détourné vers des clients moins cinglés. Ainsi jusqu'à ce que notre exaspération soit plus forte que notre lâcheté, notre inconfort plus pressant que nos illusions. Ou jusqu'à ce que notre déni du réel fasse s'effondrer tout l'édifice.

La tragédie du comédien Zelenski sera évoquée un jour comme un emblème de la noyade de l'Europe dans ses propres déjections. Mais je peux me tromper. Je l'espère.

NOTE

1. «L'intégrité même de l'administration britannique rendait le gouvernement despotique plus inhumain et plus inaccessible à ses sujets que ne l'avaient jamais été les chefs asiatiques ou les conquérants brutaux. Intégrité et détachement (*aloofness*) furent les symboles d'une division absolue des intérêts, tellement grande que ceux-ci ne pouvaient même plus entrer en conflit. En comparaison, l'exploitation, l'oppression, ou la corruption apparaissent comme les garants de la dignité humaine, parce que l'exploiteur et l'exploité, l'oppresser et l'opprimé, le corrupteur et le corrompu, continuent à vivre dans le même monde, partagent encore les mêmes buts, se disputent les mêmes enjeux. Or, justement, c'est ce *tertium comparationis* que le détachement a détruit» (Hannah Arendt, *The Origins of totalitarianism*, The World Publishing Company, 1962.) Voir aussi Eric Werner: «Quand les peuples deviennent des "populations"», AP298 | 15/08/2021.



ENFUMAGES par Eric Werner

La fraction minoritaire (La démocratie contre la liberté, 5)

UNE CONFORTABLE MAJORITÉ SUIVRA TOUJOURS LE GOUVERNEMENT DANS TOUS SES REVIREMENTS, QUOI QU'IL FASSE. SA BOUSOLE N'EST PAS RÉGLÉE SUR LA RÉALITÉ, MAIS SUR CE QUE LE POUVOIR EN DIT. MAIS IL Y A AUSSI UNE INCONFORTABLE — CAR PAS SI INSIGNIFIANTE — MINORITÉ. QUE FERA-T-ELLE? TOUT L'ENJEU EST LÀ...

Nous poursuivons aujourd'hui notre réflexion sur les majorités et les minorités dans le régime occidental.

Comme nous l'avons relevé dans nos précédents articles (1, 2, 3, 4), on peut considérer qu'entre 60 et 70 % de la population d'un pays donné suivent en principe le gouvernement, alors qu'entre 30 et 40 % ne le suivent pas. Ces chiffres sont plus ou moins les mêmes dans tous les pays, et par ailleurs ils sont relativement stables.

En Suisse, par exemple, entre 60 et 70 % des gens soutiennent les lois antiterroristes, le pass covid, les lois LGBT, la politique d'asile, l'alignement sur l'OTAN, d'autres choses encore de ce genre. On insistera sur le fait que si les gens soutiennent

ces choix, ce n'est pas parce qu'ils les trouveraient bons en eux-mêmes et donc dignes d'être soutenus. Ils ne réfléchissent que très peu à ces choses. Ils les soutiennent parce que le gouvernement leur recommande de les soutenir. *C'est un soutien au gouvernement.* Le gouvernement pourrait très bien faire des choix contraires, une majorité de la population n'en continuerait pas moins à le soutenir, à trouver que ce qu'il fait est positif. En ce sens, c'est un soutien inconditionnel. Une majorité de la population sera toujours et inconditionnellement derrière le gouvernement.

TOUT EST TOUJOURS TRÈS BIEN!

Lorsque le gouvernement change son fusil d'épaule (ce qu'il ne se prive pas de faire lorsqu'il l'estime nécessaire), elle l'accompagne donc fidèlement dans son évolution. Au passage on relèvera que ce n'est pas le gouvernement qui évolue parce qu'une majorité de la population aurait évolué, mais bien l'inverse. Les gens évoluent parce que le gouvernement évolue (et les encourage donc eux-mêmes à évoluer). C'est la base même du légitimisme. Toutes les majorités sont légitimistes, en ce sens qu'elles considèrent que le gouvernement a toujours raison quoi qu'il dise ou fasse. S'il reste figé sur ses positions, c'est très bien comme ça. Si au contraire il vire de bord et adopte une autre position, c'est très bien aussi. Tout est toujours très bien. On trouve ensuite des justifications. Je caricature un peu, mais fondamentalement parlant, c'est bien ainsi que les choses se passent.

A partir de là, on est conduit à s'intéresser aussi aux minorités. Si entre 60 et 70 % des gens suivent le gouvernement, en revanche entre 30 et 40 % font le contraire, ils ne le suivent pas. Ces 30 et 40 % ne représentent bien sûr pas un bloc d'une seule pièce. C'est une masse sociologiquement composite, à l'image de l'ensemble de la population. Si elle en venait soudainement à s'unifier, elle représenterait assurément une force considérable. Mais ce cas de figure ne se concrétise que rarement. Et quand il se concrétise, il ne dure jamais très longtemps. On reviendra la semaine prochaine sur ce point. En attendant on peut

relever que si entre 30 et 40 % des gens ne suivent pas le gouvernement, ils n'en sont pas moins obligés de lui obéir, car ils n'ont pas le choix. Il n'y a pas à cet égard de différence entre la majorité et la minorité. Tout le monde obéit au gouvernement.

En revanche les motivations ne sont pas les mêmes. On n'obéit pas au gouvernement pour les mêmes raisons quand on *suit* le gouvernement que quand on ne le *suit pas*. Dans le premier cas l'obéissance est volontaire (d'où le titre du livre de La Boétie: *Discours de la servitude volontaire*), dans le second au contraire elle est contrainte et forcée. Elle n'a donc rien de volontaire. D'où l'importance de la police. Si la population ne se composait *que* de gens qui sont derrière le gouvernement, on aurait encore besoin, certes, d'une police. C'est quelque chose dont on ne peut pas se passer. Mais elle n'occuperait assurément pas la place qu'elle occupe aujourd'hui. Son importance serait bien moindre. On pense notamment aux services spéciaux et à la police politique. Ces branches particulières de la police jouent aujourd'hui un rôle considérable dans le régime occidental. Le véritable cœur du pouvoir, aujourd'hui, ce sont les services spéciaux.

Comme nous l'avons déjà relevé dans une précédente chronique, la propagande gouvernementale n'a que très peu prise sur les personnes qui a priori *ne suivent pas* le gouvernement. Elle a même plutôt un effet contre-productif, en ce sens qu'elle les renforce encore dans leur conviction

selon laquelle le gouvernement prend de mauvaises décisions. Car ils identifient spontanément cette propagande à de la propagande, ce que les autres, ceux qui suivent le gouvernement, ont parfois de la peine à faire. Et même lorsqu'ils le font, ils n'en tirent aucune conclusion particulière. De toutes les manières, pensent-ils, le gouvernement a raison. Tout ce qu'il fait est bien, même lorsqu'il ment ou recourt à la censure. S'il ment ou recourt à la censure, c'est qu'il a de bonnes raisons de le faire. Etc. Mais on parle ici de ceux qui *suivent* le gouvernement. Il en va différemment de ceux qui ne le *suivent pas*. Là, au contraire, les gens en viennent plutôt à se dire: si ce que fait le gouvernement était aussi bien qu'il le dit, il se contenterait de dire la vérité sans chercher à la travestir. Comme il ne cesse au contraire en permanence de la travestir, il apparaît logique d'en conclure que ce qu'il fait n'est pas bien.

COMME UN PARFUM DE SÉCESSION

Bref, la fracture entre minorité et majorité ne saurait aller que s'approfondissant avec le temps. De part et d'autre, les gens ont de plus en plus de peine à *se parler*. En fait, ils ne se parlent plus. On l'a encore vérifié au cours de la période récente. Mais ce point mérite encore d'être approfondi.

Il est beaucoup aujourd'hui question, on le sait, de solidarité. Les médias officiels tirent par exemple à boulets rouges sur les adversaires du pass sanitaire qu'ils accusent de «manquer de solidarité». De telles accusations sont banales, mais elles n'en attirent pas moins l'attention sur un état de choses qui n'est effectivement *plus* aujourd'hui le même en ce domaine qu'il y a seulement une ou deux générations. Car, *effectivement*, la solidarité ne va plus complètement *de soi*. Beaucoup, effectivement, se posent la question: *pourquoi*, dans le contexte qui est aujourd'hui le nôtre, devrais-je, au fond, me montrer solidaire? Solidaire *de qui*, d'ailleurs? *Quel sens* cela a-t-il de l'être? En principe on se montre solidaire de personnes dont on se sent proche. Si l'on s'en sent proche, alors oui, on se montre solidaire et cela a un *sens* de l'être. Mais dans le cas contraire, en quoi est-on coupable de ne *pas* l'être?

Ce sont des questions tout à fait actuelles et, oserais-je le dire, légitimes. Elles se sont il est vrai toujours peu ou prou posées. Mais rarement avec autant d'acuité qu'aujourd'hui.

La vérité est que l'actuelle minorité, entre 30 et 40 % de la population quand même, est en train de *faire sécession*. C'est un éloignement lent mais réel. Il tend d'ailleurs

Le magazine de l'Antipresse est un hebdomadaire de réflexion et de divertissement multiformats.

Conception, design et réalisation technique: INAT Sàrl, CP 429, 1950 Sion, Suisse.

Rédacteur en chef: Slobodan Despot. Direction stratégique: Yulia Baburina.

Abonnement: via le site ANTIPRESSE.NET.

N. B. — Les hyperliens sont actifs dans le document PDF.

It's not a balloon, it's an airship! (MONTY PYTHON)

aujourd'hui à s'accélérer. Une sorte de «marronnage», si l'on veut. Entre 30 et 40 % des gens ne se reconnaissent *plus* aujourd'hui complètement dans la communauté dont, en principe, ils font encore partie. Ils y sont peut-être nés, mais ne s'y sentent plus *chez eux*: pour toutes sortes de raisons mais entre autres et peut-être principalement parce que les choix officiels ne correspondent pas à leurs propres valeurs à eux. Les valeurs officielles ne sont pas les leurs. En principe une communauté se cimente sur ce que les membres de cette communauté ont en commun. Autrement il n'y a pas de communauté. Mais justement, se demandent certains, qu'ai-je encore en commun avec les autres membres de la communauté? Et donc en quoi cette communauté en constitue-t-elle encore une, de communauté?

C'est la question du Christ en

Matthieu 12, 48: «Qui est ma mère et qui sont mes frères?» Nous avons analysé une fois ce texte ici même. Il faut aujourd'hui admettre qu'entre 30 et 40 % de la population seraient logiquement amenés à se poser cette question: qui sont mes concitoyens? Tous ne se la posent assurément pas, mais certains oui, et tout porte à croire qu'ils seront de plus en plus nombreux à l'avenir à se la poser. Le terme de fracture n'apparaît donc pas en lui-même exagéré. Pour l'instant encore on est dans le non-dit, qui est une forme de temporisation. Mais la temporisation n'a elle-même qu'un temps. Forcément, à un moment donné, ces 30 à 40 % de la population auront à se demander s'il ne leur faudrait pas franchir un pas de plus. Mais lequel? C'est ce que nous nous demanderons la semaine prochaine.

Pain de méninges

LE SORT DES AMATEURS EN POLITIQUE

Ceux qui de simples personnes deviennent princes par la seule fortune n'ont pas grand-peine à le devenir, mais beaucoup à le demeurer; le chemin leur est facile, ils volent à leur but, mais toutes les difficultés naissent après qu'ils sont en place.

Ils ne savent ni ne peuvent tenir ce rang-là; ils ne le savent pas car il semble qu'ayant toujours vécu en condition privée ils ne savent user du commandement; ils ne le peuvent, car ils n'ont pas les forces qui puissent être sûres et fidèles. De plus, les seigneuries qui viennent si vite, comme toutes les autres choses naturelles qui naissent et croissent soudain, ne peuvent avoir leurs racines et autres fibres assez fortes pour que le premier orage ne les abatte.

— Machiavel, *Le Prince*.

RECONQUÊTES par Slobodan Despot

Crypto

QUAND LA MONNAIE DES ETATS VAUT PEAU DE BALLE, LE NÉANT LUI-MÊME DEVIENT VALEUR REFUGE...

Lorsque le cours du bitcoin a explosé, on a vu des cadres bien propres sur eux se mettre à fouiller les poubelles à la recherche d'un vieil ordinateur portable jeté depuis six mois. Ailleurs, des appartements ont été mis sens dessus dessous à cause d'une banale clef USB qui s'est certainement glissée derrière une plinthe dessillée, ou dans une vieille chaussure, ou entre les coussins du canapé...

A moins que ce soit cette salope de Conchita qui l'ait fourrée dans son tablier, l'air de rien, en passant la poussière. «Arrête ton délire! Qu'est-ce qu'elle en sait de tes monnaies

ou je n'arrivais pas à prendre la chose au sérieux. Ce n'était qu'un canular de plus. Des pets de geeks... Simon (appelons-le ainsi), le copain d'un copain de ma fille, avait eu plus de suite dans les idées. Il devait à peine atteindre la hauteur du clavier, à l'époque. Cela lui a suffi pour s'en commander une poignée. Aujourd'hui, il doit être terrorisé par sa fortune. N'ose pas faire

son coming out de millionnaire, s'afflige de ne savoir comment flamber un tel tas de flouze tout seul. Parce que les pets de geeks, quelques tours de processeur aidant, se cristallisent en espèces sonnantes et trébuchantes,

comme la citrouille de Cendrillon se transforme en carrosse.

C'est par la scène des cadres fourrageant comme des taupes dans les cimetières informatiques que la réalité de la dématérialisation, si j'ose le dire ainsi, s'est matérialisée à mes yeux. Les trésors perdus sur un vieux disque dur pouvaient vous acheter des immeubles, un ticket pour l'espace ou un yacht de cent mètres — et pourtant ils n'étaient rien. Rien qu'une



«On est tous passablement fous ici. Vous vous intégrerez parfaitement à la bande!»

certaine séquence de magnétisation d'une plaque en métal. Garantie par nul trésor d'État, nulle marchandise. Juste la certitude que rien ni personne, jamais, ne saurait remagnétiser une plaque de la même façon.

Suis-je le seul à ressentir le vertige métaphysique de la cryptomonnaie et de tout ce qui est lié aux sortilèges de la *blockchain*? Un trésor des quarante voleurs sans poids ni volume verrouillé derrière une série de portes virtuelles. Derrière des algorithmes, ces transmutations du néant électronique. Un néant, pourtant, qu'il s'agit de «miner» à grands renforts d'énergie, exactement comme l'on exploite un filon d'or.

La révolution colorée au Kazakhstan a éclaté à cause d'une augmentation du gaz. Peu de temps plus tôt, le gouvernement avait tenté de brider le minage de bitcoins. Cette industrie mettait à mal le réseau électrique. Almaty, la métropole, avait souffert d'un black-out à la mi-été, l'an dernier. Le ministre de l'énergie a pointé la crypto du doigt. On a décidé de n'affecter que 100 mégawatts au minage, pas un de plus. Les nouvelles «mines» devraient se contenter d'un mégawatt sur deux ans. Catastrophe! le pays était devenu, après la prohibition chinoise, le deuxième contributeur mondial dans le traitement du pet de *geek*.

Que pèse le conte d'Aladin à côté de ça? Et les *Mille et Une Nuits*? Jusqu'ici, les châteaux jaillis du néant n'existaient que dans les contes de fées. Voici que les e-fées et les i-démons déferlent dans la vie réelle. Le patron de Twit-

ter n'a-t-il pas vendu son tout premier tweet, parfaitement anodin et trivial, pour 2,9 millions de dollars à un jobard chinois? Peut-être pas si jobard que ça, d'ailleurs, le Chinois. L'heureux acquéreur le mettra dans un écrin de cristal et le fera miroiter à ses copains oligarques jusqu'à ce qu'un jaloux le rachète au double... Quel écrin, quand rien n'existe? Il faudra bien en inventer un. Car, l'unicité de ce rien est certifiée par un NFT en bonne et due forme. *Non fungible token: jeton non fongible*. Aussi réel que les bouts de plastique coloré, au casino, que vous échangerez contre un paquet de biftons, après une soirée de baccarat et de baraka. «On vacille au bord de la démence», dis-je à un ami, investisseur prudent, embusqué derrière des murailles de bonne pierre, et qui pourtant boursicote dans l'immatériel, lui aussi. «Peut-être. Mais que valent aujourd'hui les monnaies fiat garanties par les gouvernements? Rien de plus. Les gouvernements, eux-mêmes dévalués, peuvent les imprimer à l'infini, et ils ne s'en privent pas. Les cryptomonnaies, au moins, sont à tirage défini et limité. Réfléchissez-y...» J'y réfléchis, nuit et jour. Un monde où le néant devient valeur refuge vaut la *tea party* du chapelier fou, dans *Alice au pays des merveilles*. Même plus possible de clamer que le roi est nu. Sa nudité même est une armure de diamants.

- Texte paru simultanément dans l'Antipresse et dans le n° 194 de la revue *Éléments*.

LE GRAND JEU par Jean-Marc Bovy

Les sanctions européennes, ou la passion de l'automutilation

LORSQUE L'ALLEMAGNE ET LES AUTRES PAYS DE L'UE ADOPTENT DES SANCTIONS CONTRE LA RUSSIE, QUI EST RÉELLEMENT PUNI, ET AU PROFIT DE QUI?

Vu sous l'angle de l'économie, l'Allemagne s'est tiré une balle dans le pied en suspendant la certification du gazoduc Nord Stream 2(1). Aussitôt que Moscou a reconnu les deux républiques du Donbass, le chancelier Scholz a déclenché contre la Russie la sanction que Biden attendait de lui. L'Allemagne va désormais se chauffer et faire tourner son industrie avec du gaz liquéfié venu d'outre-Atlantique qui lui coûtera beaucoup plus cher que le gaz russe. On pensait que l'Allemagne pragmatique saurait mieux défendre ses intérêts et ne ferait pas passer ceux de Washington avant les siens propres. Même la présence



au Conseil d'administration de Gazprom de l'ancien chancelier Schröder n'a pas réussi à faire pencher la balance en faveur d'un approvisionnement en énergie moins coûteux, ce que l'Allemagne avait pourtant réussi à faire dans le contexte de la Guerre froide.

Les sanctions préventives de l'OTAN et de l'UE restent une affaire de gros sous et de gros tuyaux (comme nous l'avons vu aussi dans la guerre d'Afghanistan) (2). Pris au piège de bons sentiments et d'une cause présentée comme juste, l'Allemagne et les pays atlantistes se sacrifient et font le beurre de quelques grands

groupes américains pourvoyeurs d'énergie. L'absurdité de la sanction contre la mise en service du gazoduc Nord Stream saute aux yeux, puisque loin d'en souffrir la Russie va profiter de la montée des cours et n'aura pas de peine à trouver de nouveaux clients pour son gaz. De leur côté, les membres de l'Union européenne s'exposent à de nouvelles révoltes de Gilets jaunes et de camionneurs en réaction

à la hausse des notes de chauffage et à la flambée des prix de l'essence qui ont pris aussi l'ascenseur.

L'Europe n'a tiré aucune leçon des lourdes pertes que lui a fait subir l'embargo de 2014 décrété par la

Russie sur ses importations de produits agricoles. L'embargo russe, faut-il le rappeler, avait été décidé par Moscou en guise de représailles aux sanctions économiques qui lui ont été infligées par les pays occidentaux à la suite de la récupération de la Crimée. Demandez aux agriculteurs et aux fromagers français, ainsi qu'aux producteurs belges et polonais de pommes, ce qu'ils en pensent! L'ours russe, un peu paresseux et indolent de nature, s'est mis entretemps au travail et a redécouvert le goût de ses produits du terroir. Le coup de bâton des nouvelles sanctions de l'OTAN et des pays de l'UE

va une fois de plus revenir en boomerang et mettre à mal en premier lieu l'économie européenne(3).

Revenons aux motifs qui justifieraient ces sanctions. La reconnaissance par la Russie des deux républiques séparatistes constituerait une violation flagrante du droit international. Elle est pourtant la conséquence directe de la violation par l'Ukraine des Accords de Minsk, qui relèvent aussi du droit international même s'ils sont censés régler un problème interne. Pendant plus de six ans, l'Ukraine a fait traîner la mise en œuvre des Accords de Minsk qu'elle a signés avec les rebelles de Donetsk et de Lougansk. Avec la caution de la France, de l'Allemagne et de la Russie et sous la supervision de l'OSCE, elle s'était engagée à réformer sa constitution avant la fin 2015 pour donner un statut d'autonomie aux provinces rebelles. Le 17 février 2015, le Conseil de sécurité des Nations Unies avait donné son blanc-seing à ces accords, qui acquerraient force de loi sur le plan international. Aucune sanction n'a pourtant été prononcée contre l'Ukraine pour son refus de remplir ses engagements après des années d'atermolements. À cet égard, la reconnaissance par la Russie des deux républiques n'est que le constat du sabotage par l'Ukraine des Accords de Minsk et de l'incapacité de la communauté internationale de faire respecter des accords conclus avec l'approbation des plus hautes instances que sont l'OSCE et l'ONU.

Le calvaire des populations du Donbass ne pouvait plus durer et l'abcès juridique devait d'une manière ou d'une autre être crevé. Pendant sa dernière rencontre avec le chancelier allemand, Poutine a rappelé que la reconnaissance du Kosovo n'avait pas provoqué le tollé que soulève aujourd'hui la reconnaissance de la LDNR par la Russie. La Serbie a été amputée d'une partie de son territoire sans même

qu'un référendum ne vienne confirmer, comme cela a été le cas dans le Donbass en 2014, la volonté des Kosovars de se constituer en État indépendant, selon le principe d'autodétermination admis en droit international. Scholz a rétorqué que les Kosovars avaient été les victimes d'un génocide qui justifiait sa déclaration d'indépendance à l'égard de la Serbie(4). Poutine a répliqué à son tour en invoquant le génocide dont sont victimes les populations rebelles du Donbass, coupables d'être russophones et traitées de terroristes pour vouloir continuer de parler leur langue. Scholz a enchaîné en estimant «ridicule» de parler dans ce cas de génocide. Pourtant, le nombre de victimes, et notamment de victimes parmi les civils, est comparable dans les deux cas, si l'on se réfère aux statistiques du Haut commissariat aux réfugiés des Nations Unies(5). En 1999, l'Occident sous la bannière de l'OTAN et sans l'approbation du Conseil de sécurité de l'ONU, a entrepris de punir la Serbie en bombardant tout le pays pendant 78 jours. Parions qu'en décidant de faire justice elle-même la Russie sera plus clémente et que Poutine n'a pas l'intention de bombarder Kiev pendant trois mois.

✧ Article rédigé le 23.2.2022.

NOTES

1. Roulette russe. L'Allemagne se tire une balle dans son gazoduc! – Insolentiae
2. Voir Jean-Marc Bovy: «Kaboul, fin de partie», AP322 | 30/01/2022.
3. Si Poutine ferme le robinet: «On peut s'en sortir sans gaz russe, mais cela aura un prix» (msn.com)
4. Conférence de presse Poutine-Scholz, dès 23:33.
5. Conflict-related civilian casualties in Ukraine, March 2020 (reliefweb.int)

TURBULENCES

DIVERSITÉ · Lausanne dévoile sa dystopie LGBTQIA+

Ce plan stratégique s'inscrit dans une sorte d'expérimentation sociale plus large qui suit la même route que ses équivalents anglo-saxons: une combinaison de mots-valises, de moraline et d'oukases bureaucratiques, avec probablement à l'horizon les mêmes conséquences fâcheuses.

On peine à comprendre l'apparente absence de réaction parmi les parents d'élèves à la décision du canton de Vaud de laisser les élèves s'autodéterminer comme fille ou garçon, et surtout d'imposer aux instituteurs la participation à cette comédie. «L'école doit être un lieu sûr et accueillant», nous explique la conseillère d'État compétente. On a envie de lui répondre que l'école est surtout un endroit où l'on apprend le français et les mathématiques. Mais on imagine que les inévitables experts en Études genre ont tranché: qu'importe les effets, pourvu que nous ayons l'ivresse des bonnes intentions.

Ce genre d'initiative s'appuie sur des théories a-scientifiques et perlées de contradictions qui croissent dans quelques niches universitaires sur un mode auto-référentiel. Aucune réflexion sur les phénomènes de contagion sociale chez les adolescents, dépathologisation de la dysphorie de genre au service de l'agenda des lobbies LGBTQ, négation de la biologie au profit des identités subjectives... Trofim Lyssenko(1) eût approuvé.

Si ces projets bureaucratiques cajolent en effet les besoins professionnels d'une petite coterie, il est permis de douter qu'ils servent les intérêts de la population.

Sur la base des travaux menés depuis 2019, la Municipalité dévoile son plan stratégique pour une ville ouverte à la diversité. Ce plan comprend des actions

selon trois axes: un espace public ouvert et accueillant, des prestations publiques inclusives et une politique du personnel sans discriminations à l'égard des personnes LGBTQIA+.

Pour mettre en place ce plan, un fonds de CHF 250'000.– est créé pour des projets sur l'ensemble de la législature 2021-2026. Une personne spécialisée en charge des questions LGBTQIA+ sera engagée à l'Observatoire de la sécurité et des discriminations pour coordonner les mesures.

Cette initiative est bienvenue quand on pense à l'alternative: un espace public fermé d'où l'on vous chasse à coups de trique et des prestations publiques réservées à une petite élite. Ce plan stratégique présente en effet une série de mesures plus précises et opportunes les unes que les autres:

- ✳️ Valoriser, promouvoir et communiquer le positionnement ouvert de la Ville de Lausanne (aux modes du jour, comme une girouette aux quatre-vents)
- ✳️ Réguler l'espace public (l'invention de nouvelles réglementations est toujours le signe d'une société dynamique et en bonne santé)
- ✳️ Lutter contre le harcèlement de rue et sanctionner les actes homophobes (révolues sont les ratonnades transphobiques sur la place de la Palud)
- ✳️ Monitorer les discriminations ; Monitorer les discriminations et violences à l'égard des personnes LGBTQIA+ ; Monitorer l'action de prévention ; Monitorer les sanctions (visiblement, la Municipalité n'a pas encore nommé une « personne spécialisée » au monitoring du fran-

çais. Qu'importe, car cette surveillance produira la substance nutritive essentielle à toute croissance bureaucratique : la paperasse)

- * Identifier les lieux prioritaires (*une cartographie des migrations et habitudes des individus LGBTQIA+ sera définie. Quant aux lieux accessoires, comme la bibliothèque ou le service du feu, on verra si nous avons le temps*)
- * Favoriser des infrastructures inclusives (*si des toilettes non genrées seraient certes un premier pas vers des cabinets d'aisance inclusifs, ne doutons pas qu'une adaptation des ponts et chaussées se révélera aussi nécessaire*)
- * Fournir des prestations spécifiques (*les prestations publiques demeurant, on l'a vu, réservées à une élite, il convient de créer des prestations spécifiques réservées à une minorité*)
- * Affirmer et communiquer l'engagement de la Ville à être une employeuse inclusive ; Développer un management et des pratiques RH sensibles à la diversité (*clairement ses vertus et bonnes intentions ne suffit pas – seul un recrutement articulé sur les identités et inclinations des candidat.e.x.s plutôt que sur leurs compétences assurera la bonne marche des affaires. La diversité ne se fait pas toute seule*).

(1) Technicien agricole soviétique, emblème d'une «science corrompue par l'idéologie, où les faits sont dissimulés ou interprétés de manière scientifiquement erronée.»

- * Chapeau et annotations: **Contribuable inquiet.**

COVID-19 - Amélioration miraculeuse en Russie

Bon sang, on allait oublier la pandémie! Nicolas Starikov fait part d'une évolution résolument positive de la situation en Russie: > La situation sur le plan du Covid a commencé à s'améliorer en Russie le 15 février. Ce jour-là, la Douma a adopté un appel au président pour qu'il reconnaisse la République populaire de Donetsk et la République populaire de Lougansk. > La normalisation s'est poursuivie activement le 21 février, le jour où Poutine a signé un décret reconnaissant les républiques du Donbass. > Le 22 février, alors que les traités avec la RPD et la RPL étaient ratifiés, la "situation covid" en Russie continuait de s'améliorer. > Lorsque, le 23 février, la DNR et la LNR ont demandé l'aide militaire de la Russie, la normalisation de la situation en matière coronavirus a monté d'un cran. > Enfin, le 24 février 2022, le jour où l'opération de démilitarisation de l'Ukraine a commencé, l'amélioration de la situation épidémiologique liée au covid a atteint des records sans précédent.

Dont exemple: les annonces résolument optimistes du maire de Moscou, Sobyanine, jusqu'ici notoire semeur de panique.

GAZ - Avait-on vraiment un plan B?

Face à la crise gazière à venir (prix et approvisionnement) générée par les sanctions occidentales, les politiques et les médias occidentaux déclaraient que tout était sous contrôle et que nous trouverions, si nécessaire, d'autres pays pour pourvoir à nos besoins.

Ce ne sera pas le cas. Le Forum des pays exportateurs de gaz vient de déclarer qu'il ne serait pas en mesure d'aider l'Europe. Le ministre qatari de l'Énergie Saad Cherida al-Kaabi est formel:

« Les volumes qu'on peut rediriger [vers d'autres clients comme l'Europe, Ndr]

représentent environ 10 % à 15 % », selon lui. Or «la Russie représente 30 % à 40 % des approvisionnements de l'Europe» et «remplacer rapidement ce type de volumes est quasiment impossible», a-t-il poursuivi.

On notera qu'une majorité des membres de ce Forum sont des amis de la Russie (Iran, Algérie, Égypte, Venezuela, Bolivie) ou ne lui sont pas hostiles (Qatar, Libye). *Poutine connaissait ce «détail».* Alors oui, la facture des sanctions anti-Russie va être douloureuse pour l'UE, obligée d'acheter au prix fort le gaz de schiste US. Entre les factures énergétiques et les factures de vaccins anti-Covid qui n'ont pas montré une grande efficacité, les populations européennes vont «déguster»

Par ailleurs, l'UE n'a actuellement ni le nombre de méthaniens, ni les installations portuaires adéquates pour décharger le gaz de schiste US et ses réserves sont actuellement au plus bas (60 %). Poutine connaissait certainement aussi ces «détails».

✧ **Gén. Dominique Delawarde.**

MARQUE-PAGES - La semaine du 20 au 26 février 2022

LES INCONTOURNABLES DE LA SEMAINE SÉLECTIONNÉS PAR SLOBODAN DESPOT

Des fous en colloque. Un abonné nous signale une brève vidéo à se taper sur les cuisses... ou à se faire très peur si l'on est d'un naturel anxieux. Il s'agit d'une prophétie sur la fin de l'*homo sapiens* et les futurs maîtres du monde délivrée en 2018 par l'oracle Yuval Noah Harari au WEF de Davos, envoyée avec ce petit commentaire:

«On ne peut qu'être effrayé de constater que le Forum économique mondial de Davos, déjà accoucheur du "Great reset" avec son leader Klaus Schwab, donne la parole à de tels illuminés. Ils ne sont cependant pas les premiers à avoir

été atteints par ce délire paranoïaque qui, malheureusement pour l'Humanité, resurgit épisodiquement dans la tête de certains se prenant pour des démiurges et a systématiquement conduit, quand ils ont été en mesure de mettre en œuvre leur programme, à l'instauration des dictatures les plus sanglantes et les plus effrayantes, dont le nazisme et le communisme au XXe siècle.»

On a vraiment envie de crier «au fou», conclut notre correspondant. En effet. Sauf que cet asile de fous est fièrement hébergé et militairement protégé par le pays le plus raisonnable au monde, la Suisse. Ce qui, aux yeux de la multitude, complique considérablement le diagnostic.

Révolution d'octobre. Le club allait pourtant s'élargir... Le 21 octobre 2021, le site du WEF de Davos annonçait avec l'onctuosité épiscopale qu'on lui connaît que la Russie se joignait à la Quatrième révolution industrielle et créait un Centre à cet effet. Elle devait «jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration de la trajectoire de la quatrième révolution industrielle», grâce à ce centre dont les «principaux domaines d'intérêt» seraient «l'intelligence artificielle et l'internet des objets». Quelques jours seulement après cette annonce, début novembre, le gouvernement russe tentait soudain d'imposer un régime de pass sanitaire draconien basé sur les codes QR. Qui sait ce que les guerres nous épargnent, parfois?

Coïncidence. L'incursion militaire de la Russie en Ukraine coïncide avec le lancement prévu de biolaboratoires militaires américains à Kiev et Odessa, selon le site Octagon. Il se peut que cette circonstance particulière ait été une ligne rouge pour le Kremlin, selon l'auteur de l'article. Nous essaierons d'en caser une traduction ou un résumé dans la prochaine édition de l'Antipresse.

Protestantines. Olivier Moos, historien, est un explorateur audacieux des

nouvelles religions (voir son texte dans l'Antipresse). Dans cet entretien publié par l'agence *Protestinfo*, il justifie très clairement l'analogie qu'il fait entre l'idéologie woke et un protestantisme «débarrassé de sa théologie». On peut aussi lire, dans l'Antipresse, ses études sur l'idéologie de l'inégalité et sur les Jacobins de l'Antiracisme (AP249).

Puisqu'il le dit... Cela viendrait d'un conspirationniste qu'on le trouverait trop gros. Mais là, l'aveu vient d'une source au-dessus de tout soupçon: le président de Bayer-Monsanto. Qui admet en conférence que la vaccination anticovid était une thérapie génique, que 95% de la population l'aurait refusée il y a deux ans, et que la pandémie a été l'occasion de la lui inculquer malgré elle pour la tester à grande échelle!

Kiev Pride. Pétarade colossale vendredi soir dans les rues de Kiev! Avec les soldats russes? Il n'y en a pas. C'est simplement que le gouvernement a eu la bonne idée d'armer les quidams. Commentaire assez abrupt du reporter sur place: «Après la distribution de plus de 20 000 fusils, une "fiesta pirate" a commencé dans la ville. On rapporte des pillages massifs de supérettes et de supermarchés, ou plutôt de ce qu'il en reste. Des coups de feu sont tirés dans les rues. Prix Darwin pour les responsables du Ministère de l'Intérieur et autres pédérastes cocaïnés au pouvoir!»

Quelle tristesse! Bill Gates s'avoue vaincu. La mollesse d'Omicron a joué un vilain tour aux vaccins. Voici ses mots exacts: «Malheureusement, le virus lui-même, en particulier la variante

appelée omicron, est un type de vaccin, c'est-à-dire qu'il crée une immunité à la fois sur les cellules B et sur les cellules T, et il a mieux réussi à atteindre la population mondiale que nous avec les vaccins». Oui: *malheureusement...* Va falloir inventer autre chose.

Neurosadisme. L'intelligence augmentée grâce aux puces *Neuralink* de M. Musk, ce n'est pas encore pour demain. Leur implantation dans le cerveau des singes débouche sur un fiasco scientifique: 15 singes sur 23 ont dû être euthanasiés après d'atroces souffrances allant jusqu'à l'automutilation. Une plainte a été déposée pour maltraitance animale. Peut-être Elon et son équipe auraient-ils dû commencer par les tester sur eux-mêmes?

Utérus? Non, chinois. Tout cela n'arrête pas l'épopée transhumaniste chinoise. L'Empire du Milieu planche sur un utérus artificiel, pour le moment réservé à des souris. A robot, robot et demi: les embryons sont «maternés» par une nounou... basée sur l'intelligence artificielle. On peut être sûr que les organisations de défense animale ne feront pas longtemps obstacle au progrès de la science orientale.

Vaccin... contre la bêtise. A ne pas manquer, le long (44 minutes) bilan de deux ans de Covid par le druide Raoult. Qui commence par le constat de décès des politiques vaccinales et s'enchaîne sur bien des réflexions fructueuses.

RAPPEL: rejoignez le canal Telegram des abonnés pour rester toujours en contact avec l'Antipresse.